

M. Scarascia Mugnozza, rapporteur. — (I) Monsieur le Président, je prends la parole maintenant parce que je crois qu'il n'y a plus d'orateurs inscrits pour le présent débat général et qu'il me paraît donc opportun de vous présenter la réponse du rapporteur avant que nous ne passions à l'examen des différents articles.

En ma qualité de rapporteur, je tiens à remercier tous ceux qui sont intervenus dans le débat, à savoir les présidents et les porte-parole des groupes politiques, les autres honorables parlementaires et, en particulier, M. le président Malfatti.

Ce débat fort approfondi a été empreint d'un grand sens des réalités ; je crois qu'il a été utile et qu'il nous permettra de parvenir avant la fin de la séance de cet après-midi à une conclusion également en ce qui concerne le vote de cette Haute Assemblée. Je voudrais simplement commenter très rapidement certaines interventions. Pour commencer, je dirai à M. le président Malfatti que je partage entièrement son point de vue et celui de la Commission. Je le prie de considérer le présent débat comme une nouvelle preuve de l'appui que cette Assemblée apporte à la Commission dans le cadre de la collaboration qui les unit depuis toujours et qui ne devra jamais se relâcher. L'interprétation que M. Malfatti a donnée à la partie du rapport qui traite des problèmes économiques et de l'union politique est exacte, car elle correspond parfaitement à ma pensée. Je voulais effectivement dire que par le passé, nous nous sommes heurtés à deux conceptions opposées, mais que face à une définition concrète de nos attitudes politiques, ce contraste doit — ou tout au moins devrait — disparaître.

Par ailleurs, M. Habib-Deloncle, puis M. Amendola, ont dit que les tendances et les prises de position qui se faisaient jour dans notre Assemblée relevaient de plusieurs écoles. Personnellement, je ne pense pas que nous devions crier au scandale parce que les membres de cette Assemblée défendent des positions différentes. L'essentiel est que nous soyons d'accord sur certaines structures et sur certaines actions qui doivent être entreprises. Le premier échange de vues auquel nous avons procédé aujourd'hui et qui, je l'espère, sera suivi de nombreux autres, nous a permis de confronter des opinions opposées et nous sommes convaincus que grâce à ces rencontres et à ces discussions, nous parviendrons à dégager une conception commune. Par conséquent, l'existence d'écoles différentes ne m'inquiète nullement, puisque nous travaillons tous dans le cadre de cette Europe pour laquelle nous luttons depuis tant d'années.

Permettez-moi de dire quelques mots au sujet de l'intervention de M. Amendola. Avant tout, je le prie de vouloir bien excuser le *lapsus linguae* qui m'a fait dire qu'il y avait eu un vote à l'unanimité à Luxembourg. Il s'agissait effectivement d'un vote unanime des quatre groupes, mais je n'y avais pas inclus le parti communiste. En revanche, permettez-moi de vous dire, Monsieur Amendola, que je ne suis pas d'accord avec

vos déclarations, car je ne crois pas que l'on puisse inférer de mon rapport que nous nous trouvons en ce moment dans une situation d'échec. Bien au contraire. Certes, il est vrai que nous n'avons pas abouti à des conclusions dans le domaine de l'union politique, et il serait stupide de le nier. Nous commençons maintenant à en trouver. Toutefois, lorsque M. le président de la Commission nous affirme, comme il vient de le faire cet après-midi, que l'Europe est désormais la première puissance commerciale du monde et la principale importatrice de produits des pays en voie de développement, j'estime que si ces déclarations sont exactes — comme elles le sont en effet — on ne peut évidemment parler d'échec.

Il me semble, Monsieur Amendola, que vous partez aujourd'hui encore d'une conception quelque peu différente de celle qui nous a guidés au cours des années passées. Vous avez parlé d'une Europe conçue contre l'Union soviétique. Or, je ne pense pas que ce soit là le point de départ de l'Europe. Je ne crois pas que les De Gasperi, les Schuman et les Adenauer aient songé, au moment où ils ont lancé l'idée de l'Europe, à en faire un élément anti-soviétique ; je crois qu'ils voulaient en faire un édifice capable d'éviter à l'avenir le danger de nouvelles guerres. Si cette Europe était construite contre quelqu'un, c'était contre une certaine conception passée de l'Allemagne qui avait été à deux reprises à l'origine de graves destructions et de préjudices profonds sur ce continent. Nous sommes donc partis de l'idée de créer les conditions nécessaires à une paix stable et durable, et c'est en un deuxième temps seulement que nous avons pu envisager une attitude anti-soviétique, au moment où la guerre froide et les menaces qui pesaient sur l'Occident ont contraint les pays de cet hémisphère à s'unir afin de faire reconnaître dans le monde tout entier, et en particulier dans le monde de l'Est, leurs droits à la défense et à la survie.

Les circonstances sont certes différentes aujourd'hui, mais si elles ont changé, est-ce grâce à l'Union soviétique ou bien parce que la Communauté européenne, l'OTAN et d'autres initiatives ont permis de créer les conditions nécessaires à une paix durable sur notre continent ?

Si cette évolution n'était pas intervenue et si l'Europe s'était à nouveau trouvée à la veille d'une guerre, nous ne pourrions évidemment discuter aujourd'hui ni de détente, ni de perspectives nouvelles. En admettant que l'Europe ait actuellement des motifs d'être mécontente des États-Unis, est-il réellement concevable qu'elle puisse passer de cet état de mécontentement éventuel à un état de sujétion à l'égard des pays du bloc oriental ? Je crois que c'est là une hypothèse que nous devons absolument écarter, Monsieur Amendola. Comme je l'ai dit dans mon rapport et répété ce matin dans mon exposé introductif, nous tous, membres du Parlement européen, devons nous efforcer de faire comprendre au monde tout entier que si nous voulons former une union politique, si nous

Scarascia Mugnozza

voulons doter nos pays d'une structure politique unique, si nous voulons appliquer une politique étrangère unique et une politique unique dans le domaine de la défense, nous le faisons non contre l'une ou l'autre des deux super-puissances, mais parce que nous pensons que c'est là la mission qui incombe à l'Europe.

Comme je l'ai dit ce matin, Mesdames, Messieurs, j'espère qu'à partir d'aujourd'hui nous parviendrons, grâce à nos débats approfondis, à faire comprendre aux gouvernements que la voie sur laquelle les peuples d'Europe entendent s'engager demeure comme par le passé, celle de la paix et du progrès, mais que nous n'obtiendrons aucun résultat si nos peuples, tout en conservant leurs traditions et leurs modes de pensée particuliers ne se sentent pas unis dans cet effort visant à insérer ce noyau de l'Europe dans le monde, et ce dans un esprit de paix et de progrès, de façon à éviter que les divergences de vues qui pourraient resurgir entre les super-puissances et remplacer l'accord qui règne actuellement entre elles portent préjudice à l'Europe et nous fassent à nouveau traverser des moments tragiques.

C'est dans cet esprit, Mesdames, Messieurs, que je tervenais dans ce débat et que je souhaite que le vote (*Applaudissements*)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur les quatre premiers tirets du préambule, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets ces quatre tirets aux voix.

preuve de l'attitude constructive du Parlement européen.

auquel nous nous préparons apportera une nouvelle tiens à remercier tous ceux d'entre vous qui sont inscrits. Ces tirets sont adoptés.

Sur le cinquième tiret, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Corona, au nom du groupe socialiste, et dont voici le texte :

« Remplacer les mots : appréciant le fait par les mots : ayant pris acte. »

La parole est à M. Corona, pour défendre son amendement.

M. Corona. — (I) Monsieur le Président, je sais que tous ceux qui présentent une série d'amendements à une proposition de résolution de caractère politique s'exposent facilement aux reproches de vouloir empêcher la conclusion de l'accord souhaité. Cependant, ce n'est point là l'intention du groupe socialiste au nom duquel j'ai l'honneur d'expliquer nos propositions.

Ce que nous voulons, c'est que cette résolution corresponde aux prises de position qu'ont adoptées les divers groupes politiques, à l'accord de principe auquel la commission politique est parvenue au cours de ses discussions, c'est-à-dire d'insister énergiquement sur la nécessité d'instaurer l'union politique.

Vous me permettrez donc, d'autant que je ne prendrai la parole qu'une seule fois, d'illustrer en bloc ces amendements qui s'inspirent d'un même esprit et qui concernent tous trois impératifs fondamentaux, même s'ils semblent apporter uniquement des améliorations d'ordre technique ou formel. Le premier consiste à exprimer clairement la pensée du Parlement européen, tant en ce qui concerne l'objectif sur lequel nous sommes appelés à donner notre avis qu'au sujet du mécanisme proposé. Celui-ci représente assurément un progrès par rapport à la situation antérieure mais, comme presque tous les orateurs l'ont reconnu, il ne répond pas entièrement aux vœux que nous avons formulés à maintes reprises dans cet hémicycle.

Le deuxième impératif, qui ressort particulièrement bien de la proposition d'amendement n° 3, est que nous ne devons pas nous laisser aller au fatalisme, qu'il s'agisse de la résignation à laquelle M. Lückner faisait allusion ce matin, ou de la tentation de laisser les choses suivre leurs cours, danger que M. le président Malfatti a évoqué tout à l'heure. Nous estimons que le processus de l'unité politique est un fait politique qui ne peut être abandonné à l'évolution naturelle de l'unification économique et monétaire.

Le troisième impératif auquel répondent ces amendements consiste à garantir le maintien des différentes écoles, quelles qu'elles soient, Monsieur Habib-Deloncle (et j'avoue que je ne me sens nullement humilié d'appartenir à l'école des structuralistes, car je ne voudrais certes pas compter parmi ceux qui sont pour les choses invertébrées et, par là même, amorphes) et à assurer que les institutions communautaires participeront à ce processus de définition des objectifs et des mécanismes de l'union politique.

Pour couronner le tout, nous avons également fait quelques observations relatives à la forme ; elles concernent la dignité que doit avoir le ton de notre résolution, qui a non seulement à présenter des suggestions ou des recommandations, mais aussi des exigences, ce qui est à notre avis plus conforme aux traditions d'un parlement comme le nôtre. C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous proposons dans les amendements n° 1 et 2 au préambule de la proposition de résolution de remplacer, au cinquième tiret, les termes « appréciant le fait » par les termes « prenant acte » et au sixième tiret, les mots « ayant pris acte » par les mots « appréciant le fait ». En effet, nous voulons éviter que le jugement que nous portons sur le mécanisme qui nous est proposé puisse prêter à confusion. Tout en estimant que ce mécanisme représente un progrès et ce, espérons-nous, dans la bonne direction, compte tenu des critiques qu'il a